

# GROUPE BÉNÉTEAU

## BENETEAU

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance  
au capital de 8.714.720 €  
Siège Social : Les Embruns – 16 boulevard de la Mer - 85800 SAINT GILLES CROIX DE VIE  
487 080 194 R.C.S. La Roche sur Yon

---

### **RAPPORT du PRESIDENT**

#### **sur le fonctionnement du Conseil de Surveillance**

#### **et le contrôle interne**

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En application des dispositions de l'article L.225-68 du Code de commerce, complété par la loi n° 2003-706 de Sécurité Financière du 2 août 2004, je vous rends compte aux termes du présent rapport :

- des conditions de préparation et d'organisation des travaux de votre Conseil de Surveillance au cours de l'exercice clos le 31 août 2008
- des procédures de contrôle interne mises en place par la société

### **1 - Préparation et organisation des travaux du Conseil de Surveillance**

Le Conseil de Surveillance exerce un contrôle permanent de la gestion de la société assurée par le Directoire. A toute époque de l'année, il opère les vérifications et contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

#### **1.1 Composition du Conseil de Surveillance**

Votre Conseil de Surveillance est composé des 8 membres suivants :

Mr Yves LYON-CAEN, Président  
Mme Annette ROUX, Vice-Président  
Mr Yvon BENETEAU  
Mr Jean-Louis CAUSSIN  
Mr Eric DELANNOY  
Mr Luc DUPE  
Mr Yves GONNORD  
Mr Christian de LABRIFFE

Chaque membre doit détenir au moins 500 actions de la société.  
La durée des fonctions des membres est de trois ans.

Les règles de fonctionnement du Conseil de Surveillance sont fixées par les statuts et conformes aux dispositions légales.

Un Règlement intérieur a par ailleurs été adopté par le Conseil de Surveillance dans sa délibération du 10 mai 2005.

## **1.2 Fréquence des réunions**

Le Conseil de Surveillance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, et au moins quatre fois par an.

Au cours de l'exercice écoulé, votre Conseil de Surveillance s'est donc réuni quatre fois, dont :

- le 8 novembre 2007, notamment pour l'examen des comptes de l'exercice clos le 31 août 2007
- le 24 avril 2008, notamment pour l'examen des comptes du premier semestre et l'actualisation des prévisions de l'exercice 2007-2008

## **1.3 Convocations des membres du Conseil de Surveillance**

Les membres du Conseil ont été convoqués par lettre simple, au moins 8 jours avant la date de la réunion.

Les Commissaires aux comptes ont été convoqués par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception, également 8 jours avant la date de la réunion, pour chaque Conseil examinant ou arrêtant les comptes annuels ou intermédiaires.

## **1.4 Information des membres du Conseil de Surveillance**

Outre l'ordre du jour que les membres du Conseil reçoivent systématiquement avec leur convocation, la société met à leur disposition tous les documents et informations nécessaires à leur mission.

## **1.5 Comités spécialisés**

Des comités spécialisés ont été constitués et se réunissent régulièrement afin de formuler des recommandations au Conseil de Surveillance :

### Comité d'audit

Mr Yves LYON-CAEN, Président  
Mr Christian de LABRIFFE

### Comité des nominations et des rémunérations

Mr Yves GONNORD, Président  
Mme Annette ROUX  
Mr Yves LYON-CAEN

## Comité stratégique

Mme Annette ROUX, Président  
Mr Yves LYON-CAEN  
Mr Yvon BENETEAU  
Mr Luc DUPE  
Mr Eric DELANNOY  
Mr Xavier FONTANET

### **1.6 Procès-verbaux des réunions**

Les réunions et décisions du Conseil sont formalisées dans des procès-verbaux établis à l'issue de chaque réunion, puis signés par le Président et au moins un membre du Conseil.

## **2 – Modalités relatives à la participation des actionnaires à l'assemblée générale**

Les assemblées générales sont convoquées par le Directoire ou le Conseil de Surveillance et délibèrent dans les conditions prévues par la loi. Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

La société faisant publiquement appel à l'épargne, la convocation des assemblées générales est faite par un 1<sup>er</sup> avis inséré au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires 35 jours au moins avant la date de l'assemblée, puis un 2<sup>ème</sup> avis inséré dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du lieu du siège social, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

Ces publications sont également disponibles sur le site du groupe : [www.beneteau-group.com](http://www.beneteau-group.com)

Les actionnaires, titulaires d'actions nominatives depuis un mois au moins à la date de l'insertion de l'avis de convocation, sont en outre convoqués à toute assemblée par lettre ordinaire ou, sur leur demande, à leurs frais par lettre recommandée

Tout actionnaire a le droit de participer à l'assemblée générale quel que soit le nombre de ses actions pourvu qu'elles aient été libérées des versements exigibles.

Le droit d'assister ou de se faire représenter à l'assemblée est subordonné à l'enregistrement comptable des titres de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte au troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par CACEIS pour la société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

Les actionnaires peuvent voter par correspondance dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires : pour être pris en compte, le formulaire de vote par correspondance doit être reçu par la société trois jours au moins avant la date de l'assemblée.

Les statuts permettent le calcul du quorum et de la majorité en tenant compte des actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification et dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par décret : cette possibilité n'a pas encore été utilisée par la société.

Un droit de vote double est conféré aux actions entièrement libérées qui auront été inscrites sur les registres d'actions nominatives depuis plus de deux ans au nom d'un même actionnaire, de nationalité française ou ressortissant d'un Etat membre de la Communauté Economique Européenne.

Ce droit sera également conféré, dès leur émission :

- en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit ;

- en cas de fusion, aux actions nominatives attribuées à un actionnaire de la société absorbée en échange d'actions de cette société pour lesquelles il bénéficierait de ce droit.

Le transfert, par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit du conjoint ou d'un parent au degré successible, ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas le délai de deux ans prévu ci-dessus.

Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société et aux assemblées générales par un seul d'entre eux, considéré par elle comme seul propriétaire ou par un mandataire unique.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans toutes les Assemblées Générales. Même privé du droit de vote, le nu-propiétaire d'actions à toujours le droit d'assister aux Assemblées Générales.

Pour les titres remis en gage, le droit de vote est exercé par le propriétaire et non par le créancier gagiste.

## **2.1 Franchissements de seuils**

Toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, venant à détenir, directement ou indirectement, par l'intermédiaire d'une ou plusieurs personnes morales qu'elle contrôle au sens de l'article L.233-3 du Code de Commerce, un nombre d'actions représentant une proportion du capital social et/ou des droits de vote, égale ou supérieure à 2,5 %, ou tout multiple de ce pourcentage, y compris au-delà des seuils de déclarations prévus par les dispositions légales et réglementaires, doit informer la société du nombre total d'actions et des droits de vote qu'elle possède ainsi que des titres donnant accès à terme au capital et des droits de vote qui y sont potentiellement attachés, par lettre recommandée avec accusé de réception dans le délai légal et réglementaire.

L'obligation d'informer la société s'applique également lorsque la participation de l'actionnaire en capital ou en droits de vote devient inférieure à chacun des seuils mentionnés dans les statuts.

A défaut d'avoir été régulièrement déclarées, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée conformément aux dispositions statutaires et/ou légales sont privées du droit de vote pour toute assemblée d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification.

## **3 - Procédures de contrôle interne**

### **3.1 Objectifs du contrôle interne**

Le contrôle interne est défini, au sein du groupe Bénéteau, comme l'ensemble des dispositifs visant la maîtrise des activités et des risques et permettant d'assurer la régularité, la sécurité et l'efficacité des opérations.

Mis en œuvre par le Conseil de Surveillance, le Directoire et le personnel du groupe, il vise à obtenir une assurance raisonnable, et non une garantie absolue, sur :

- la correcte application de la politique générale de l'entreprise
- le respect des lois et des règlements applicables au groupe
- la prévention, la détection et la maîtrise des risques inhérents à l'activité, ainsi que les risques de fraudes et d'erreurs
- la fiabilité des informations comptables financières

### **3.2 Organisation générale des procédures de contrôle interne**

#### **3.2.1 Principaux acteurs du contrôle interne**

##### **Le Conseil de Surveillance**

Dans le cadre du contrôle permanent de la gestion de la société et des attributions qui lui sont conférées par les statuts, le Conseil de Surveillance examine régulièrement les orientations stratégiques de la société, évalue l'adéquation de sa politique d'investissement, apprécie ses projets de développement de nouveaux produits. Ses travaux sont préparés par des réunions ad hoc du comité stratégique.

Communication lui est faite à rythme régulier des informations comptables et financières de la société. Il est assisté dans leur analyse par le comité d'audit qui se réunit plusieurs fois dans l'année, si nécessaire avec les Commissaires aux comptes, et le plus souvent avec le Président du Directoire et le Directeur financier. Il évoque également les travaux du comité de rémunérations et des nominations afin de se prononcer sur les rémunérations des membres du Directoire et les attributions d'actions gratuites et d'options d'achat d'actions.

##### **Le Directoire**

Il définit et anime les orientations opérationnelles du groupe dans le cadre de ses attributions statutaires. Il s'appuie sur les directeurs généraux et directeurs généraux adjoints des filiales ainsi que sur les directions fonctionnelles du groupe. Ce système de direction permet une planification et une coordination efficace du contrôle interne.

## **Les comités opérationnels**

Dédiés aux domaines suivants, ils se réunissent à fréquence régulière :

- achats
- développement produits
- scientifique et technique
- industriel
- systèmes d'information
- juridique
- financier

## **Les comités de pilotage des filiales**

Réunis régulièrement à l'initiative du Président du Directoire (chaque semaine pour les sociétés de l'activité plaisance et chaque mois pour les autres), composés des directions opérationnelles et fonctionnelles des sociétés, les comités de pilotage coordonnent la mise en œuvre des objectifs stratégiques du groupe et s'assurent de leur bonne déclinaison au sein des différents services.

## **Les responsables fonctionnels et opérationnels**

Ils sont chargés de proposer des plans d'action en adéquation avec les objectifs fixés par le comité de pilotage et de mettre en place des méthodes de travail qui soient efficaces et performantes pour les principaux processus opérationnels. Dans ce cadre, ils s'assurent de la bonne mise en place des mesures prises afin de réduire la probabilité de la survenance des principaux risques et d'en limiter, le cas échéant, les conséquences.

## **La direction financière**

La direction financière du groupe, en liaison avec les équipes du contrôle de gestion et de la comptabilité des différentes entités, est chargée de :

- prévenir et maîtriser les écarts par rapport aux objectifs définis
- garantir la fiabilité des informations comptables et financières

Elle prépare les documents demandés par le comité d'audit et participe à ses travaux.

## **Les Commissaires aux comptes**

Les Commissaires aux comptes complètent en tant qu'intervenants externes le dispositif de contrôle interne du groupe. Leurs travaux apportent au groupe une assurance raisonnable quant à la fiabilité et à la sincérité de l'information comptable et financière produite.

### 3.2.2. Principales décisions de gestion

Les décisions majeures de gestion, qui engagent de façon significative l'entreprise, sont toutes validées par le Directoire.

### 3.2.3 Gestion des risques

#### **Finance**

##### Trésorerie :

Les excédents de trésorerie de chaque société du groupe sont centralisés au niveau de la Holding, Bénéteau SA, via un compte courant rémunéré (aux conditions Euribor 3 mois + 0,25% en prêteur et Euribor 3 mois + 1% en emprunteur ).

La trésorerie ainsi centralisée (plus de 95 % du total disponible) est placée exclusivement sur des supports sans risque, type certificats de dépôt à court terme, auprès de trois banques choisies par le Directoire après avis du Comité d'Audit. Le solde de la trésorerie (environ 5 %) est placée par les différentes sociétés excédentaires en certificats de dépôt à quelques jours auprès des mêmes banques que ci-dessus.

##### Change et taux :

Le groupe ne procède à aucune couverture de taux, ne fait pas appel aux produits dérivés et n'a jamais de position ouverte.

Le groupe procède uniquement à des opérations de couverture de change sur le Dollar, via des ventes à termes. Les décisions de couverture sont prises par la Direction Générale du groupe et la mise en place des opérations est effectuée par les services financiers des sociétés concernées.

##### Crédit Management :

###### a. Plaisance

Une procédure de crédit management a été mise en place en 2007. Elle s'appuie sur des dispositions écrites.

Un comité des risques se réunit chaque mois. Le crédit manager présente l'ensemble des reporting et informe de la situation en cours. Les décisions les plus importantes sont validées par le comité des risques (dépassements d'en cours...).

Des réunions ponctuelles peuvent s'ajouter à cette réunion mensuelle, si nécessaire.

Un reporting hebdomadaire des retards de paiement et de suivi des encours clients France permet de suivre au plus près les risques liés au crédit de 10 semaines dont bénéficient les concessionnaires français.

L'en cours client est financé par une ligne de crédit SGB, dont le montant est déterminé conjointement par SGB et Chantiers Bénéteau ou Chantiers Jeanneau. Il est fonction de quatre ratios financiers, qui déterminent une ligne de crédit d'un maximum de 40 % du volume des ventes.

Les deux chantiers ont contractuellement un engagement de reprise des bateaux neufs impayés après une année de financement. Durant cette période, SGB a procédé à un amortissement de 20 % du capital, l'engagement des chantiers porte alors sur 80 % du prix d'achat hors taxe.

Les chantiers peuvent donner leur accord à une prorogation de cette période de financement, mais demandent alors un amortissement complémentaire.

Le risque d'impayé sur les bateaux d'occasion est à la charge de SGB.

Hors France, les bateaux sont payés avant le départ, ou ont obtenu au préalable un accord de financement de la part d'une des sociétés financières spécialisées choisies par le groupe selon le pays concerné .

Un reporting mensuel est transmis par ces organismes de financement et permet au crédit manager de s'assurer de la cohérence des lignes de crédit, des financements accordés et du respect des amortissements partiels en cours de période.

Les chantiers ont un engagement de reprise des bateaux neufs impayés après une année de financement dans des conditions identiques à la France.

Le crédit manager travaille en lien avec les différentes sociétés de financement afin d'anticiper tout problème et remonte au comité des risques les éventuelles difficultés.

La procédure de crédit management s'applique à compter de 2008-2009 à Chantiers Jeanneau.

#### b. Habitat

Préalablement à l'ouverture d'un compte client, une analyse financière est réalisée par le service crédit management, qui fixe alors un niveau d'en cours en fonction de la solidité financière du client.

Cette démarche s'accompagne d'une demande de couverture d'assurance crédit auprès de la SFAC. La couverture de la SFAC représente près de 50 % de l'en cours autorisé.

Le crédit management effectue un suivi régulier des en cours et peut bloquer les saisies de commandes et les livraisons.

Un reporting mensuel est transmis au directeur commercial et au directeur financier, pour intervention sur les dossiers les plus délicats.

### **Informatique**

#### Sécurité informatique :

Le responsable de la sécurité des services informatiques (RSSI) anime une cellule de travail dédiée aux sauvegardes informatiques, à la sécurité des systèmes (antivirus, anti spam...), à la veille réglementaire (CNIL) et au respect des bonnes pratiques (Charte informatique).



La charte de sécurité informatique est annexée au règlement intérieur de chaque société du groupe et un avenant au contrat de travail, portant sur ces bonnes pratiques informatiques, a été signé par les salariés.

Le RSSI anime tous les 15 jours un comité de sécurité informatique, qui reprend les événements de la période écoulée et définit les priorités et les actions à mener sur la période suivante.

Cette démarche s'inscrit dans le plan de sécurité des systèmes informatiques (PSSI), qui liste l'ensemble des risques de sécurité informatique, avec les actions conduites ou à conduire et leur ordre de priorité.

Le PSSI doit permettre au groupe d'obtenir à l'avenir une certification ISO de sécurité informatique.

#### Gestion de la reprise d'activité :

Il existe une sauvegarde quotidienne sur deux lieux géographiques différents.

Le groupe dispose en outre d'un plan de reprise d'activité (PRA) permettant, en cas de catastrophe, de reprendre l'activité 24 H plus tard, sur la base de la situation 48 H avant la catastrophe.

### **Achats**

#### Risque fournisseurs :

Une cinquantaine de fournisseurs stratégiques ou vulnérables font l'objet d'un suivi spécifique par un comité ad hoc (achats-logistique). L'objectif est de s'assurer de la pérennité des entreprises partenaires et d'anticiper au plus tôt leurs difficultés éventuelles. Cette démarche s'accompagne d'un suivi financier : via un abonnement à la COFACE pour une liste de fournisseurs choisis par le service achat, ou par une étude financière plus détaillée demandée par l'acheteur au credit manager.

L'objectif est de renforcer la coopération entre le service achats et les services financiers pour améliorer le suivi du risque fournisseur.

#### Risque produits/services :

Les principaux fournisseurs (soit une centaine, représentant près de 70 % des achats matières) a signé une charte qualité-logistique-environnement.

Cette charte vise à cadrer nos exigences en matière de délai, de traçabilité, de normes environnementales, de flexibilité et de qualité.

Une cinquantaine de fournisseurs a signé un contrat d'achat, au cahier des charges très précis, faisant référence à des normes internationales, et réalisé en collaboration avec le bureau d'études.

Ce contrat d'achat est en particulier destiné aux marchés pluriannuels et aux fournisseurs de produits basés en Asie.

#### Dépendance vis-à-vis des fournisseurs :

Il existe toujours plusieurs fournisseurs sur un même savoir faire. Néanmoins le groupe n'échappe pas au risque que certains produits ne soient pas substituables sans un nouveau

développement par le Bureau d'Etudes. Dans ce cas, l'arrêt d'approvisionnement risque d'arrêter momentanément certaines productions. Ces risques sont clairement identifiés, régulièrement réévalués, et portent sur un nombre limité de produits.

## **Industrie et Logistique**

### Certification ISO 9001 :

Les principales sociétés du groupe font l'objet d'une certification ISO 9001, qui s'appuie sur la mise en place d'un système de management de la qualité. Les processus essentiels de l'entreprise font l'objet d'une documentation, avec indicateurs de performance, et sont régulièrement audités. La démarche de certification vise à une amélioration continue.

### Approvisionnements :

La logistique travaille à une amélioration continue de la prestation d'approvisionnement, selon 2 axes.

Le premier porte sur la capacité des fournisseurs à livrer entre J-2 et J+1. Le taux de service est actuellement de 85% contre 60% il y a encore 1 an.

Le second porte sur la mise en place de FNC (fiches de non-conformité), qui vise à refacturer aux fournisseurs les coûts de non qualité qui leur sont imputables, et les contraindre à prendre ainsi des mesures pour réduire ces problèmes de qualité.

Une réunion hebdomadaire achats-logistique porte sur la capacité des fournisseurs à s'adapter aux plans de production des chantiers (à la hausse comme à la baisse) et prévenir ainsi les risques de ruptures d'approvisionnement.

### Agrément d'un nouveau fournisseur :

Pour les principaux fournisseurs, le travail d'accréditation se fait par les achats en lien avec le service qualité-logistique.

Il s'accompagne d'une visite des lieux de production et d'une prise de connaissance des procédures de contrôle interne.

### Comité de direction qualité :

Un comité de direction qualité (CDQ) se tient tous les 15 jours . Il a pour objectif de faire le point avec la direction, le SAV, le BE, les achats et la qualité-logistique des problèmes de chacun.

Deux niveaux d'action existent : les points critiques (actions à réaliser sous un mois avec la mise en place d'un pilote et un compte rendu au CDQ sous un mois).

Les points rouges (risque important ou problème sécurité ou risque pour l'image de marque : action immédiate avec information de la direction générale).

## **Environnement**

### Rappel du point IV – a) du rapport annuel :

La gestion de l'environnement s'appuie sur la norme ISO 14 001 qui permet de formuler ses objectifs en prenant en compte les exigences législatives et les impacts environnementaux significatifs.

Ce système est documenté (procédures), planifié (mise en place de programmes de management de l'environnement), suivi par des indicateurs de maîtrise opérationnelle et de performance et fait l'objet d'audits (internes et externes) et d'exercices réguliers visant à vérifier le bon fonctionnement des installations et la bonne aptitude des équipes à réagir dans l'urgence. Un audit des risques incendie est régulièrement réalisé par l'assureur du groupe.

### Réglementation :

La veille réglementaire est sous-traitée à une société spécialisée de premier plan et permet de s'assurer du respect du droit à la protection de l'environnement.

Le groupe travaille également en collaboration avec les pouvoirs publics au sein du groupement des producteurs des industries composites, ce qui favorise une bonne anticipation des évolutions de la réglementation.

Réglementation REACH : elle oblige le producteur et le formulateur à faire une démarche de déclaration de la toxicité de tous les produits chimiques.

Dans l'optique d'un durcissement de cette réglementation, le groupe a adopté une démarche favorisant l'utilisation des produits de moindre de toxicité.

Tout nouveau produit ou changement dans la composition d'un produit fait l'objet d'une procédure stricte (formalisée ISO 14001) d'agrément avec avis de la médecine du travail et avis du laboratoire.

## **Juridique**

### Suivi des affaires :

Selon les instructions de la direction générale, à chaque problème significatif, tout responsable est tenu d'en avertir le service juridique.

Le service juridique ayant un rôle de conseil, chaque responsable doit apprécier s'il convient ou non d'alerter le service juridique. Il reste cependant tributaire de la bonne appréciation du risque par les différents responsables.

Un reporting des risques et affaires juridiques en cours a été mis en place, pour informer au plus vite la direction générale et l'aider ainsi dans son pilotage de l'activité.

### **3.3 Procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière**

Le groupe est doté d'un ensemble de règles et méthodes permettant de fournir une information financière fiable, avec notamment pour objectif de garantir :

- une remontée de l'information financière dans des délais raisonnables, et pouvoir ainsi mettre en œuvre des actions correctives le cas échéant
- la qualité de l'information financière transmise au Directoire et au Conseil de Surveillance du groupe
- l'homogénéité de l'information entre les différentes sociétés du groupe
- le respect des différentes réglementations (comptables, fiscales, douanières, ...)
- la maîtrise des risques d'erreurs

Les comptes consolidés sont présentés en appliquant la totalité des normes publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) et adoptées par l'Union Européenne (normes IFRS).

Pour atteindre ces objectifs, chaque société du groupe Bénéteau applique notamment un processus budgétaire identique.

Un compte de résultat prévisionnel est établi en début d'exercice. En cours d'exercice, un ajustement de l'estimation initiale est réalisé à deux ou trois reprises.

Ces ajustements s'appuient sur le reporting interne établi par chaque société du groupe.

Plusieurs services concourent au processus de production des informations comptables et financières consolidées du groupe :

- comptabilité et consolidation
- contrôle de gestion
- systèmes d'information
- trésorerie
- juridique

Ces services s'assurent que les différentes entités du groupe connaissent les nouveautés en matière de législation, de recommandation de l'Autorité des Marchés Financiers, de procédures internes au groupe et de leur traitement.

Ils informent sur la politique financière du groupe, des normes et procédures à appliquer, des actions correctrices à apporter et du contrôle interne relatif aux données comptables et financières.

Par ailleurs, des comités de gestion mensuels par entité, destinés à analyser les résultats, contribuent au pilotage économique et participent à la création et à l'entretien d'une culture financière au sein du groupe.

Les principaux processus de gestion participent au contrôle interne. Il s'agit du plan stratégique à moyen terme, du budget annuel, des estimés trimestriels du résultat annuel, du reporting mensuel des résultats de gestion, des tableaux de bord opérationnels et des arrêtés semestriels des comptes sociaux et consolidés.

Pour la production des comptes consolidés, Bénéteau SA utilise le référentiel commun au groupe ; ce qui induit l'homogénéité des méthodes comptables et règles de consolidation

ainsi que la normalisation des formats de restitution.

Bénéteau SA établit les comptes consolidés en application des normes IFRS. Des notes d'instruction de la direction financière définissent les calendriers de clôture. Chaque semestre, un rapprochement est réalisé entre les éléments des comptes consolidés et le reporting mensuel afin d'analyser et d'explicitier les éventuels écarts. Dans le cadre de leur mission, les commissaires aux comptes interviennent au moins semestriellement, à la fin du premier semestre pour une revue limitée et au 31 août pour une revue complète.

### **3.4 Pilotage du contrôle interne**

Le système d'information du groupe repose sur des outils communs aux principales sociétés, tant en ce qui concerne les gestions de production que le traitement de l'information financière. Il permet d'obtenir une information fiable, de qualité et dans des délais raisonnables.

Par ailleurs, le Comité d'Audit a continué ses travaux en 2008, assurant la formalisation de l'information financière.

Fait à Saint Gilles Croix de Vie, le 6 novembre 2008  
Le Président du Conseil de Surveillance

**Rapport des commissaires aux comptes, établi en application de l'article L.225-235 du Code de commerce, sur le rapport du Président du conseil de surveillance de la société Bénéteau S.A., pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière**

Exercice clos le 31 août 2008

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Bénéteau S.A. et en application des dispositions de l'article L.225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L.225-68 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 août 2008.

Il appartient au Président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil de surveillance et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société. Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux conformément à la norme d'exercice professionnel applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du conseil de surveillance, établi en application des dispositions de l'article L. 225-68 du Code de commerce.

Les commissaires aux comptes

Rennes, le 22 décembre 2008

KPMG Audit  
*Département de KPMG S.A.*  
Vincent Broyé  
*Associé*

La Roche sur Yon, le 22 décembre 2008

Atlantique Révision Conseil  
Sébastien Caillaud  
*Associé*